

## Prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

Date de la contribution : 02/10/2019

*L'UPRIGAZ(\*) adhère pleinement à la démarche de la CRE ayant consisté à consulter les parties prenantes en trois étapes :*

- la première consultation du 14 février 2019 ayant porté sur le cadre de régulation tarifaire de l'ensemble des infrastructures gazières,*
- la deuxième du 27 mars 2019 ayant concerné la structure du tarif ATRT7 ainsi que sur la problématique du terme de stockage,*
- et la présente consultation portant sur des propositions de niveau du tarif AZTRT7 ainsi que sur de nouvelles modalités d'affectation du terme de compensation stockage.*

*Sur un plan général, l'UPRIGAZ adhère aux orientations de la CRE marquées par une grande prudence vis-à-vis des demandes d'augmentation des tarifs afin de ne pas trop pénaliser la compétitivité du gaz dans une perspective de décroissance des consommations. En effet, les orientations des pouvoirs publics sur la transition énergétique commandent de maintenir la consommation globale de gaz en France à u niveau suffisant pour permettre le maintien à un niveau d'activité suffisant de la chaîne logistique nécessaire au développement des filières de gaz renouvelable.*

*A cet égard, l'UPRIGAZ ne peut que souscrire aux orientations préconisées par la CRE visant à la fois à contenir les demandes des opérateurs en ce qui concerne leurs charges d'exploitation, à prendre en compte des perspectives de réduction de l'impôt sur les sociétés dans le calcul de la rémunération des investissements existants et à adopter une nouvelle méthodologie pour déterminer le taux de rémunération des nouveaux investissements.*

*L'UPRIGAZ partage la prudence de la CRE sur la pertinence de nouveaux investissements dans un contexte de décroissance de la demande alors que le réseau est désormais largement dimensionné.*

*Toutefois, l'UPRIGAZ est favorable à une approche plus souple concernant les investissements de digitalisation, d'injection du bio méthane dans les réseaux et de recherche innovante. Ces investissements sont en effet nécessaires à la préparation de l'avenir et à la compétitivité des GRT sur un marché ouvert à l'international. Une réflexion pourrait être engagée sur une implication plus importante des opérateurs français à l'international.*

*La CRE est favorable à l'élargissement aux consommateurs industriels raccordés aux réseaux de transport de la compensation stockage dès lors que ces industriels ne sont pas interruptibles ou effaçables. L'UPRIGAZ a toujours considéré que tous les consommateurs bénéficiant de la sécurité systémique attachée aux obligations de stockage devaient en partager la charge.*

*(\*) : hormis TEREKA qui ne s'associe pas à toutes les réponses de cette consultation.*

**Question 1 :** Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Dans sa réponse à la consultation publique du 19 février 2019, l'UPRIGAZ observait que la CRE posait pour la première fois de façon explicite la question du lien entre la rémunération des nouveaux investissements et celle des investissements plus anciens, compte tenu des évolutions du coût du capital au moment de leur mise en service. Il nous apparaissait important de distinguer les coûts de financement des anciens investissements et ceux des investissements nouveaux comme ont commencé à le faire certains régulateurs européens. L'UPRIGAZ est favorable aux évolutions envisagées par la CRE combinant une rémunération du risque et une indexation des rémunérations du capital sur les conditions de marché

L'UPRIGAZ est ainsi favorable à la différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs, et aux modalités proposées par la CRE avec la prise en compte éventuelle d'une prime de risque attachée à la

| spécificité de l'investissement.

**Question 2 :** Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

L'UPRIGAZ est favorable à ce que les produits de cession des actifs soient pris en compte de façon équitable dans le CRCP, qu'il génère une plus-value ou une moins-value pour le gestionnaire d'infrastructure.

Ce principe étant posé, l'UPRIGAZ laisse à la CRE en liaison avec les opérateurs de transport, le soin de déterminer les règles comptables portant application du principe général.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

**Commentaire :**

S'agissant du CRCP, l'UPRIGAZ ne souhaite pas que l'apurement annuel du CRCP donne lieu à des variations trop importantes du tarif. Par ailleurs, l'UPRIGAZ souhaite, à chaque fois que cela est possible, que des règles identiques s'appliquent à l'ensemble des tarifs régulés tant pour le gaz que pour l'électricité. Dans cet esprit, l'UPRIGAZ adhère à la position de la CRE d'un apurement chaque année du CRCP dans la limite d'une évolution tarifaire, hors inflation, de +/- 2% avec la prise en compte de la totalité du solde en fin de période tarifaire pour l'établissement du revenu autorisé de la période suivante.

**Question 4 :** Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

**Commentaire :**

L'UPRIGAZ est favorable à l'évolution des termes tarifaires selon le calendrier envisagé par la CRE au paragraphe 2.2.2.1 de la note technique.

De la même façon l'UPRIGAZ souscrit à la prise en compte dans le tarif ATRT7 des évolutions de structure liées aux réglementations européennes et à la mise en place de la zone unique, en tenant compte, bien évidemment de la régulation incitative.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

**Commentaire :**

L'UPRIGAZ est favorable à la couverture au CRCP des postes visés au paragraphe 2.3.1.2. Toutefois, l'UPRIGAZ ne partage pas l'optimisme de la CRE sur la prévisibilité des impôts et des taxes. Il nous semble que ce poste devrait être, au moins partiellement, inclus dans le CRCP.

L'UPRIGAZ considère toutefois que les opérateurs devraient être incités financièrement à optimiser la performance des mécanismes de résorption de congestion ainsi que les coûts de conversion du gaz B en gaz H, une partie de ces coûts pouvant être maîtrisés.

**Question 6 :** Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

## Commentaire :

L'UPRIGAZ partage l'avis de la CRE qui considère que le réseau est maintenant suffisamment dimensionné et que, dans ce contexte tout nouveau projet d'investissement doit faire l'objet d'une analyse coût-bénéfice robuste afin d'éviter de faire supporter par les consommateurs le risque de coûts échoués.

L'UPRIGAZ souscrit au maintien dans l'ATRT7 du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements de réseaux d'un budget supérieur à 20 M€ déjà mis en place dans l'ATRT6, avec une réduction de la bande de neutralité à +/-5%.

Pour les projets d'investissements de réseaux en deçà de 20M€, la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme incitatif fondé sur la sélection aléatoire de quelques projets ne suscite pas de réserves de la part de l'UPRIGAZ.

L'UPRIGAZ, dans l'esprit de ses propos liminaires est favorable à la suppression des incitations pour les projets de nouvelles capacités aux interconnexions.

L'UPRIGAZ pense que la maîtrise des coûts d'investissements doit concerner aussi bien les investissements de réseaux que les investissements hors réseaux, notamment les charges de capital avec toutefois une flexibilité particulière pour les investissements liés à la digitalisation et à la recherche-développement.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

## Commentaire :

Les fournisseurs membres de l'UPRIGAZ saluent les progrès réalisés par les GRT pour améliorer la qualité des services offerts aux expéditeurs.

Dans la mesure où pèsent sur les expéditeurs des obligations très strictes d'équilibrage, sanctionnées en cas de manquement par des pénalités importantes, il doit naturellement incomber aux GRT de leur fournir des informations totalement fiables et pleinement adaptées à l'exécution de leurs obligations. Il appartient dès lors à la CRE de s'assurer que les GRT remplissent pleinement leurs obligations d'information. Les indicateurs sélectionnés par la CRE à la suite d'une large concertation y concourent. Ces obligations relatives à la qualité des services offerts pourraient être exercées à travers un système d'assurance qualité (data management system) communiqué aux parties prenantes et à la CRE. Il serait logique que le non-respect par les GRT de leurs obligations de fourniture d'informations fiables pour l'équilibrage comme sur les programmes de travaux soit financièrement sanctionné. En revanche, il apparaîtrait inéquitable d'accorder aux GRT des bonus pour une exécution naturelle de leur mission.

L'UPRIGAZ salue les efforts de simplification et d'adaptation du dispositif de suivi de la qualité de services offerts par les GRT ; les propositions formulées étant le résultat d'un retour d'expérience et de concertations avec toutes les parties prenantes. Les membres de l'UPRIGAZ ne sont pas certains que l'introduction d'indicateurs environnementaux soit de nature à participer aux efforts de simplification du dispositif. Au surplus, il ne nous semble pas que le suivi d'objectifs environnementaux entre dans le périmètre des compétences dévolues à la CRE.

**Question 8 :** Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

L'UPRIGAZ est favorable au cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R et D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?

Ni favorable, ni défavorable

## Commentaire :

L'UPRIGAZ observe que les tarifs de la chaîne logistique ont subi en moyenne des hausses significatives sur ces 10 dernières années malgré les mécanismes incitatifs mis en œuvre par la CRE. Si ces hausses s'expliquent en partie par des investissements nécessaires pour répondre aux besoins du marché (fusion des zones, énergies renouvelables, gestion de l'intermittence, digitalisation, etc.) et au renforcement des contraintes en matière de sécurité et d'environnement, l'UPRIGAZ souhaite que les niveaux de tarifs soient davantage maîtrisés pour les prochaines périodes tarifaires dans le contexte de la transition énergétique.

Les demandes tarifaires formulées par les opérateurs conduiraient à accroître leurs revenus autorisés de 2,3% pour l'un des gestionnaires de réseau et de 4,7% pour le second sur la période couverte par l'ATRT7. Ces augmentations, même si elles sont plus raisonnables que par le passé, auraient pour effet de pénaliser le gaz et d'accélérer sa régression.

L'UPRIGAZ ne dispose pas des moyens lui permettant d'avancer des commentaires poste par poste sur les éléments rassemblés dans la note technique. Elle note simplement les fortes réserves de la CRE sur les demandes avancées par les opérateurs et ne peut qu'y souscrire, d'autant que l'exercice tarifaire auquel se livre la CRE est désormais parfaitement rodé et bénéficie d'un large retour d'expérience.

L'UPRIGAZ note en particulier la forte hausse des demandes concernant les charges d'exploitation au regard des niveaux réalisés sur les années précédentes.

**Question 10 :** Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRT gaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

L'UPRIGAZ souscrit à l'hypothèse avancée par GRT Gaz de réduction des entrées depuis Fos Tonkin. En effet, la fin du contrat d'importation de gaz algérien en 2020 avec des bateaux adaptés à ce terminal devrait se traduire par un transfert sur Fos Cavaou de l'activité de Tonkin dans la mesure où les navires GNL de la flotte mondiale sont d'une taille qui rend le terminal de Tonkin inaccessible au-delà de 2020.

Le développement du GNL dans le monde devrait se traduire par une augmentation des flux sur les terminaux français.

L'UPRIGAZ adhère à l'analyse prudente de la CRE davantage fondée sur la demande que sur le potentiel de l'offre.

**Question 11 :** Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

L'UPRIGAZ n'a pas d'objections à formuler sur les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir. Ces principes et cette méthode guidés par un retour d'expérience sont largement la reconduction de ceux retenus pour l'élaboration de l'ATRT6.

**Question 12 :** Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PIT5 ?

Favorable

## Commentaire :

Face à l'impossibilité de prévoir avec exactitude le risque d'interruption des capacités interruptibles, l'UPRIGAZ ne voit pas d'objection à retenir le niveau des rabais proposé par la CRE. Peut-être serait-il nécessaire d'examiner au bout d'une période de deux ans le niveau des rabais en entrée au PIR compte tenu du déclin affiché des capacités souscrites à long terme en entrée du réseau ?

**Question 13 :** Êtes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Ni favorable, ni défavorable

## Commentaire :

L'IAPC avait été mise en place pour encourager les centrales à gaz à s'installer sur des sites pour minimiser les contraintes pour le réseau de transport. La prévisibilité du cadre réglementaire inciterait l'UPRIGAZ à plaider en faveur du maintien des IAPC. On observe que toutes les centrales qui se sont installées n'ont pas demandé à bénéficier de l'IAPC.

Toutefois, l'introduction d'un dispositif de rémunération de l'interruptibilité pourrait justifier la remise à plat de l'IAPC dans la mesure où le nouveau dispositif, y compris la rémunération de l'interruptibilité, ne se traduit pas par une augmentation du coût pour le système gazier. Il appartient à la CRE de s'en assurer.

Les contraintes pesant spécifiquement sur les sites fortement modulés pourraient, comme le propose la CRE, obtenir une contrepartie dans la tarification qui leur est appliquée.

**Question 14 :** Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

Défavorable

## Commentaire :

L'UPRIGAZ relève que la mise en œuvre de l'adaptation de la formule de modulation hivernale pour les clients à souscription envisagée par la CRE impliquerait que soit parfaitement connues et accessibles à l'ensemble des fournisseurs les deux données de consommation annuelle et hivernale de chaque client concerné par cette mesure, ce qui n'est pas le cas.

Par ailleurs, l'UPRIGAZ observe que la prise en compte des données réelles sans correction climatique conduirait à augmenter la volatilité du coût de la compensation stockage d'une année sur l'autre.

L'UPRIGAZ n'est donc pas favorable à l'évolution envisagée par la CRE.